

Lutte Ouvrière

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 307 — SEMAINE DU 16 AU 22 JUILLET 1974

PRIX : 2 F



**ouvriers et paysans
ont un même ennemi :**



**la société
capitaliste**

en bref... en bref... en bref...

Le « France » baisse pavillon : défendre les couleurs ou les travailleurs ?

« SOS » crie l'Humanité, « on naufrage la plus belle unité de notre flotte ». Jour après jour, on a pu lire dans les colonnes de l'organe du PCF l'éloge aux accents tragiques de ce « plus beau fleuron de la marine nationale » : « Le France, le plus prestigieux navire de la flotte française, le plus grand paquebot du monde va être désarmé », « le gouvernement a donné le coup de grâce à ce merveilleux ambassadeur de la technique navale française » et le traître « Giscard d'Estaing a joué depuis longtemps contre le prestigieux paquebot, un implacable rôle de procureur » !

Scandale du « France » ? Oui, depuis le début. Mais pas comme le dit l'Humanité. Par le coût de cette construction de prestige, pris directement dans la poche des contribuables en tant que commande d'Etat et subvention déguisée en 1956 aux Chantiers de l'Atlanti-



que qui l'ont construit. Scandale oui, de cette politique de prestige de nos gouvernants qui préfèrent dilapider les fonds publics pour un monstre marin destiné à quelques milliardaires plutôt que de les consacrer à satisfaire des besoins plus urgents. Le « France » témoin de la haute technicité française ? Peut-être. Mais pourquoi les compétences techniques sont-elles le plus souvent mises en œuvre au profit des riches et servent si rarement à améliorer le sort de l'immense majorité de la population ? Scandale aussi d'un déficit permanent d'une centaine de millions par an qui, au nom là encore de grands mots, de la France, de la présence française, de la gloire nationale, etc., est comblé depuis toujours en piochant dans la poche des contribuables. Et le seul véritable scandale, à l'heure présente, des mésaventures du « France », ce n'est certes pas que l'on se refuse à garder en service cet objet inutile à la population laborieuse et qui lui coûte tant. C'est au contraire, le fait que le gouvernement coupant les subventions nécessaires au maintien en service du bâtiment, se préoccupe et se préoccupera comme d'une guigne du sort de tous ceux à qui le bateau fournissait du travail.

Concurrence déloyale

Chirac ayant déclaré que « le régime français doit se présidentialiser beaucoup plus qu'il ne l'est actuellement », on a pu lire dans l'Humanité du 9 juillet un éditorial particulièrement révélateur des préoccupations du Parti Com-

muniste, non pas tant par l'originalité de ce qui y était proclamé que par le ton employé.

C'est ainsi que l'Humanité proclame « Du texte de 1958, la grande bourgeoisie a retenu l'essentiel : la concentration du pouvoir aux mains d'un seul. C'est précisément cela qu'il est nécessaire de modifier. Sans chambardement. Sans reprendre l'édifice à la base. En laissant faire l'usage et le temps. Mais sans oublier que dans la France en crise, l'une des aspirations les plus puissantes est la volonté de participation ».

Histoire sans doute de couper l'herbe sous le pied à Jobert qui, le pauvre, doit trouver que l'on marche sur ses plates-bandes...

Les flics de la RATP à l'œuvre

Le samedi soir, la ligne n° 4 en direction de la porte de Clignancourt est toujours bondée de jeunes, de touristes, de travailleurs immigrés venus faire un tour au Quartier Latin et, en général, malgré l'entassement dans les wagons tout le monde est gai et joyeux. Mais le samedi soir 29 juin, alors qu'une rame vient de s'arrêter à la station Les Halles, quelques voyageurs — ce sont des immigrés — sont violemment expulsés d'une voiture par six ou sept énergumènes à la mine peu rassurante. L'un des voyageurs est poussé contre la voûte de la station, les « gorilles » plongent leurs mains dans les poches de sa veste pour lui prendre ses papiers. Puis, ils conduisent les voyageurs vers la sortie, et s'enferment avec eux dans le local sanitaire de la station à côté du guichet à billets. Le chef de station monte la garde devant la porte pour écarter les curieux. Mais même tenu à distance, on peut entendre des insultes racistes, des cris puis des pleurs venir du local.

Quand, au bout de cinq minutes, tout le monde ressort du local, les voyageurs sont relâchés sans que rien ne leur soit reproché, l'un d'eux titube et a la tête trempée.

Un témoin demande alors pourquoi on vient de le frapper. Un des inquiétants personnages répond : « Il n'a pas été frappé, c'est lui qui s'est donné des gifles, il fait du cinéma... »

— Pourquoi titube-t-il ?

— Il est saoul.

— Mais qu'a-t-il fait ?

— Ça ne vous regarde pas... et puis vous verrez quand on vous soutirera votre portefeuille... »

— Mais celui-là n'a visiblement rien volé ?

Alors ils ont un autre délit de choc à faire endosser à ce voyageur, « il pe-lotait les femmes »... Suivent des insultes racistes. Puis s'adressant au chef de station : « Il y a toujours des Français pour nous emmerder quand on fait notre boulot... ».

Il faut peut-être comprendre que leur boulot c'est de faire la chasse aux immigrés ?

En fait, ces douteux personnages sont des flics en civil de la RATP en service pour assurer la sécurité des usagers. Et sans doute pour ces fins limiers de la RATP, la sécurité des usagers passe par la chasse et le passage à tabac des travailleurs immigrés.

Opération « coup de poing » contre les émigrés : la police raciste à l'œuvre

Carrefour Barbès à Paris. A la sortie du métro, beaucoup de monde. Et surtout beaucoup d'émigrés : antillais, africains, nord-africains...

Tout est calme quand, soudain, cinq cars de police-secours font irruption, toute sirène hurlante. Crissement de freins, claquements des portières, on croit à une descente de la Gestapo au cinéma ! Les flics bondissent hors des véhicules, dévalent les escaliers du métro et s'engouffrent dans les couloirs. A leur main, toutes sortes d'objets contondants non-réglementaires : manches de pioche, barreaux de chaise, matraques télescopiques en métal.

A l'extérieur, c'est l'étonnement. Les badauds s'attroupent, discutent : « Il paraît qu'ils sont à la poursuite de bandes de voyous ».

Au bout de quelques instants, les flics ressortent, manifestement bredouilles. Pour regagner leurs cars, ils doivent se frayer un passage au milieu des spectateurs à la peau sombre. Peut-être vexés de n'avoir attrapé personne, peut-être agacés d'être ainsi examinés par des centaines de regards curieux, peut-être les deux à la fois, mais plus sûrement par racisme, les flics commencent à invectiver les badauds : « Allez, circule. Il n'y a rien à voir. Qu'est-ce que tu fous là ? Tu veux ma photo peut-être ? On ne t'a pas sonné ! », etc. Le tout agrémenté de remarques racistes, de bourrades...

La foule, un peu craintive devant cette meute hurlante et agressive, se disperse rapidement. Les flics vont regagner leurs cars en emportant leur déception, quand, d'un café voisin sort un garçon : il vient leur demander d'intervenir. Les flics s'y précipitent. Il s'agit d'un Africain. A sa vue, les flics ne se sentent plus. Ils sont ravis. Enfin ils tiennent quelqu'un. Ils empoignent le malheureux, le houspillent, le jettent dehors avec force ruades, et quelques coups de matraques. En prime bien sûr, tout un cortège d'injures racistes !

Cette fois l'opération « coup de poing contre les émigrés » est terminée. Poniowski n'est pas là, il faut rentrer. La bande remonte dans les véhicules, non sans jeter encore quelques remarques haineuses en direction des passants.

Un type de fait divers dont la presse se fait rarement l'écho, mais qui constitue le quotidien de la vie de Paris dans les quartiers populaires, et surtout dans les quartiers où résident une majorité de travailleurs émigrés, et qui en dit long sur la mentalité raciste entretenue dans la police, et sur l'entraînement qu'elle a à intervenir sans ménagement contre les populations.

Jacques Médecin et l'Apartheid

Jacques Médecin, maire de Nice et député réformateur connu pour ses sympathies d'extrême-droite vient de prendre l'initiative du jumelage de Nice avec Le Cap, capitale législative de l'Afrique du Sud, le pays de l'apartheid, c'est-à-dire de la ségrégation raciale et d'une forme à peine modernisée de l'esclavage.

Qui se ressemble s'assemble et Médecin est connu pour ses opinions racistes non seulement parce qu'il ne veut voir dans l'apartheid qu'« un développement parallèle de deux populations » et qu'il déclare : « Pour comprendre l'esprit libéral qui anime le peuple sud-africain, il faut aller sur place » mais encore par ses propres initiatives locales vis-à-vis des travailleurs immigrés. Ceux-ci n'ont que le droit de travailler et la vue de ces travailleurs ne doit pas gêner les riches oisifs de la Côte d'Azur. Une amitié qui n'étonnera personne.

Une conférence de presse des travailleurs africains du 49, av. Léon-Gaumont à Montreuil

Mardi 9 juillet, les locataires africains du foyer du 49, avenue Léon-Gaumont, à Montreuil, organisaient une conférence de presse pour rappeler les conditions de la lutte qu'ils ont engagée depuis trois ans pour obtenir leur rélogement à proximité de Paris.

La grève des loyers a démarré en juin 1971 et, depuis, la société gérante, la CAMA, a été déclarée en faillite. Les locataires gèrent eux-mêmes le foyer, payant les notes de gaz, chauffage, électricité, avec l'appui de la municipalité de Montreuil.



La cuisine sordide du foyer.
(Ph. L.O.)

Les pouvoirs publics se renvoient la balle d'une administration à l'autre, d'un préfet à l'autre. La préfecture de Bobigny avait promis la construction d'un nouveau foyer pour remplacer le taudis où les travailleurs africains sont actuellement logés ; mais la préfecture de Paris a destiné le terrain où il devait être construit à un terrain de sport...

Avec tout cela, le nouveau secrétaire d'Etat à l'Immigration peut bien parler d'améliorer les conditions de logement des travailleurs émigrés, rien ne se fait. Comme rien ne s'est fait depuis qu'a été votée la loi du 10 juillet 1970 contre l'habitat insalubre et les marchands de sommeil.

Les locataires du 49, avenue Léon-Gaumont, continuent leur lutte. Ils organisent le samedi 20 juillet, à partir de 14 h 30, une journée « portes ouvertes » pour faire connaître le plus largement possible leurs conditions de logement et leurs revendications. Nous invitons nos lecteurs et sympathisants à y aller le plus nombreux possible et à affirmer leur soutien aux travailleurs africains du foyer.

OUVRIERS ET PAYSANS ONT UN MÊME ENNEMI : LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

DU purin sur les marches des préfectures, des fruits, des légumes, de la viande même, jetés et brûlés en place publique, des animaux lâchés dans les services administratifs, et puis aussi des manifestations qui bloquent les routes et les trains : en ce début des vacances, le monde paysan s'est mis en mouvement.

Et beaucoup de gens, y compris des travailleurs, s'irritent non seulement contre ce qui leur semble un gâchis scandaleux de produits qui manquent à certains, mais aussi une gêne éventuelle sur les routes de leurs congés.

Oui, la destruction de produits alimentaires, alors que tant d'hommes à travers le monde meurent littéralement de faim, alors qu'en France même tous — vieillards, jeunes enfants des familles les plus pauvres, travailleurs et élèves dans les cantines — sont loin d'avoir la nourriture équilibrée qu'il faudrait, est un scandale. Mais ce scandale n'est pas dû aux quelques tonnes versées ou détruites publiquement par les paysans en colère pour attirer l'attention sur des faits dont ils sont les premières victimes. Ce scandale est plus profond, il est dû à un système économique et social qui fait que lorsqu'il y a une bonne récolte, une partie en reste sur les bras des producteurs, pourrit ou s'abîme dans les champs ou dans les fermes parce que les capitalistes de la distribution ne veulent pas vendre à trop bon marché.

Depuis un an, les prix payés au paysan, ceux de la viande notamment, ont diminué. Pourtant, les prix de vente au consommateur ont continué à augmenter. Pourtant, les prix des produits industriels nécessaires à la production agricole se sont, eux, envolés : 10 à 30 % pour le matériel agricole, 60 % pour les engrais, 200 % pour le prix de la ficelleuse, par exemple. Nous sommes loin des indices officiels des prix. Pourquoi les paysans accepteraient-ils de voir leur revenu diminuer alors que ce qu'ils achètent augmente, alors que les prix de leurs produits vendus sur le marché augmentent également ?

Bien sûr, leurs manifestations sur les routes ou les voies ferrées gênent ceux d'entre nous, travailleurs, qui partent en vacances. Mais pas plus que la hausse des prix qui se fait sur notre dos com-

me sur celui des paysans et contre laquelle ceux-ci protestent.

Et puis les paysans ont-ils le choix ? Chaque fois que les travailleurs se mettent en grève ou manifestent, les pouvoirs publics, les patrons, la presse à leur service n'essaiment-ils pas aussi d'expliquer que les premières victimes de ces grèves ou de ces manifestations sont les autres travailleurs ? Rappelons-nous les grèves du métro ou des chemins de fer durant lesquelles on tente de dresser les travailleurs en tant qu'usagers contre les grévistes. Rappelons-nous la récente grève des banques durant laquelle on voulait nous faire croire que les premières victimes étaient les travailleurs qui possédaient un compte. Et c'est vrai que chaque mouvement d'une fraction quelconque des producteurs peut être une gêne pour tous les autres. Car il n'y a que ceux qui ne produisent rien, qui n'ont aucune utilité sociale, les capitalistes, qui peuvent bien s'arrêter sans que cela gêne personne, et pour cause.

Les paysans, qui travaillent de leurs mains, qui produisent des choses utiles à la société, se battent aujourd'hui pour défendre leur niveau de vie. Ils doivent avoir le soutien de la classe ouvrière.

Et remarquons que les paysans, quand ils entrent en mouvement pour défendre leurs revendications, n'hésitent ni devant les actions illégales, ni devant les actions violentes. On nous explique souvent que les campagnes sont réactionnaires, qu'elles votent à droite et que, pour obtenir les suffrages des paysans, la Gauche doit faire preuve de modération et de souci de la légalité. Les campagnes, dans leur majorité, votent sans doute à droite, mais quand elles entrent en lutte elles ne se soucient ni de modération ni de légalité.

Ce n'est donc nullement de cela que la classe ouvrière doit faire preuve pour gagner les paysans. Mais uniquement leur montrer qu'elle a des solutions pour tout le monde du travail, que les intérêts fondamentaux des ouvriers et des paysans sont les mêmes et qu'aujourd'hui les producteurs des villes sont solidaires de la lutte menée par les producteurs des campagnes.

A.L.

Aux présidentielles,

Les professionnels de la politique veulent rester entre eux

Le Parlement va donc être convoqué à la rentrée pour voter le projet de réforme constitutionnelle que présente le gouvernement.

Cette réforme vise trois aspects de la Constitution : le régime des suppléants, le Conseil constitutionnel et l'accès à la candidature à la présidence de la République.

Les deux premiers ne concernent que le monde politique parlementaire et la réforme envisagée n'est au fond qu'une toute petite modification des règles que ces messieurs fixent à leur jeu.

Mais ce qui concerne l'accès à la candidature à l'Elysée est plus important et plus significatif.

La plupart des professionnels de la politique ont été choqués par la multiplicité des candidatures aux dernières élections. « Marginales », « fantaisistes », voire « dégradantes », ces candidatures dérangeaient. Les élections n'étaient pas seulement l'affaire de spécialistes dûment estampillés par les grands partis politiques.

Douze candidats, c'est beaucoup

trop pour ces messieurs. Que des gens qui ont quelque chose à dire puissent le faire au cours de la campagne électorale voilà quelque chose d'inouï. Que les électeurs (ils étaient 30 millions) aient les moyens de choisir autre chose que leur cuisine, voilà qui nuit à la respectabilité de la démocratie.

Alors ces messieurs ont décidé de fixer la barre au plus haut.

Il faudra désormais 500 signatures (au lieu de 100) d'élus ou de personnalités, provenant de trente départements (au lieu de dix). Et parmi ces 500 signatures, 25 au moins devront provenir de sénateurs ou de députés.

Ainsi il y a vraiment peu de chances pour que quelqu'un qui ne soit pas parfaitement intégré au système parlementaire — et donc pour nos législateurs indignes d'être candidat — puisse se présenter.

Les professionnels vont enfin se retrouver entre gens de qualité, c'est-à-dire entre eux.

Autre avantage qui a certainement pesé lourd dans la décision de Gis-

card, les révolutionnaires auront bien peu de chances de pouvoir présenter un candidat. On ne voit pas bien comment ils parviendront à réunir 25 signatures de députés ou de sénateurs qui leur sont pratiquement tous profondément hostiles ou sont membres de partis qui n'ont aucune envie de les voir apparaître sur la scène électorale.

Que 700.000 travailleurs aient voté pour eux aux dernières élections, que des centaines de milliers d'autres se soient reconnus dans leur campagne importe peu pour les tenants du projet de réforme. L'essentiel est que les révolutionnaires ne bénéficient plus de ces moyens pour proposer aux travailleurs un autre choix que ceux que les professionnels de la politique veulent bien leur offrir, tous les sept ans.

En septembre, ce sera chose faite, en principe.

Les abords de l'Elysée et les écrans de télévision ne seront plus troublés par des présences jugées indésirables par les notables. La chasse est gardée.

Jacques LENOIR.

sommaire

EN FRANCE

● Politique intérieure

Page 2

— En bref.

Pages 6-7

— Le démantèlement de l'ORTF : premier pas vers la privatisation ?

● Leur société

Page 12

— Région parisienne : plus d'un travailleur sur deux est mal logé.

● Dans les entreprises

Page 4

— Bendix : du licenciement aux heures supplémentaires.

— SNECMA (Gennevilliers) : les travailleurs font leurs horaires eux-mêmes.

— Rhône-Poulenc (Besançon) : « l'enrichissement des tâches ».

— Hôpital Edouard-Herriot (Lyon) : la CGT freine.

Page 8

— Crédit Lyonnais (Paris) : un acquis de la grève.

— Usinor-Dunkerque : pour la CGT et le PCF, un travailleur qui veut continuer la lutte est un gauchiste.

— Les élections de délégués à la Polymécanique (Pantin).

— Intoxication à la Bourgogne Electrique (Dijon).

Page 9

— SNIA (Toulouse) : deux syndiqués exclus de la CGT pour leurs opinions politiques.

— Houillères de Lorraine : grève aux cokeries.

DANS LE MONDE

Page 5

— Portugal : coup de semonce aux partis de gauche.

— Le scandale des PTT italiennes.

Page 12

— Le pétrole baisse à la production... mais les compagnies pétrolières maintiennent leurs profits.

DIVERS

Page 10

— Feuilleton : Le dernier civil.

Page 11

— Livres : Le naufrage d'une génération, de Joseph Berger - La rage d'être Vietnamien, de J.-C. Pomonti.

— Cinéma : Les trois âges, de Buster Keaton.

Responsable de la publication :

Michel RODINSON

Composition :

L.I.T.O.

4 ter, rue du Bouloi
Département Presse Offset

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à

LUTTE OUVRIERE

B.P. 233

75865

PARIS CEDEX 18

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F de 390 F à 340 F à 650 F suivant pays	

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON

PARIS-6851-10

**Bendix
(Drancy)**

**DU LICENCIEMENT
AUX HEURES
SUPPLÉMENTAIRES**

Au mois de juin 1974, chez Bendix à Drancy, suite à des analyses de postes détaillant le travail de chacun, la direction avait décidé, parce qu'elle réorganisait sa production, de licencier cinquante travailleurs d'ici le 1^{er} juillet 1974, sans compter la mutation du groupe électronique fin août à Villeneuve-La-Garenne — soit cinquante personnes — et le service Achat à Saint-Ouen — soit dix personnes.

Face à cela, les travailleurs de Bendix avaient tenté de faire reculer la direction en débrayant deux heures par jour (voir L.O. n° 303). Mais étant donné le manque de perspectives offertes par la CGT (manifestation, pétitions, délégations auprès du patron), bon nombre de travailleurs écœurés avaient repris le travail, et les débrayages avaient cessé sur la promesse de quelques reclassements dans le groupe.



Mais depuis quelques semaines, Peugeot a passé commande d'une nouvelle fabrication de valve rotative, qui n'était jusqu'à présent qu'un prototype. Du coup, la direction a décidé de suspendre les licenciements de huit camarades ; et elle leur demande en plus de faire trois heures supplémentaires chaque jour ! Les autres licenciements sont suspendus jusqu'à la fin des vacances sur décision de l'Inspecteur du Travail. Voilà bien l'incurie et le cynisme des patrons.

Mais si, pour le moment, les licenciements sont suspendus, le problème n'est pas réglé. A Drancy, les séries sont mises au point et ensuite transférées dans les autres usines du trust DBA : Anger, Beauvais, Moulins. Etant donné les heures supplémentaires, la réorganisation de la production imposée par la direction : doublement des cadences, travail sur deux, voire trois machines à la fois, cette nouvelle fabrication sera vite mise au point. Et la direction décidera à nouveau de nous jeter à la rue !

Mais il n'est pas dit que les travailleurs se laisseront faire sans réagir. A la rentrée, ils devront se montrer déterminés s'ils veulent empêcher la direction de les traiter comme des pions qu'on licencie ou qu'on fait trimer au gré de ses profits.

Correspondant L.O.

**SNECMA-
Gennevilliers**

**LES TRAVAILLEURS
FONT LEURS
HORAIRE
EUX-MÊMES**

A la Snecma-Gennevilliers, c'est avec une semaine de retard sur les autres centres que les syndicats ont appelé à prendre la demi-heure du lundi.

Cette demi-heure, la direction en faisait l'objet d'un chantage, avec aussi une augmentation ridicule du salaire minimum (25 F) : elle les octroyait en échange de la signature de l'accord proposé annuellement aux syndicats. Ceux-ci après une période d'expectative, n'ayant pas signé, le bulletin **Lutte Ouvrière** lança l'idée de prendre tout bonnement la demi-heure en question. Ainsi les travailleurs réduiraient eux-mêmes l'horaire actuel, (43 h 30 pour la normale et 42 h 30 pour les équipes).

Entre-temps, à Corbeil, Hispano et Villaroche, CGT, CFDT et CGC appelaient dès vendredi 28 à sortir lundi 1^{er}, une demi-heure plus tôt. Cela n'empêcha pas les responsables CGT à Gennevilliers de nier purement et simplement cet appel pour démoraliser les travailleurs prêts à débrayer.

Mais dans la semaine, la CGT dut convenir de la réalité du mouvement qui avait été suivi massivement dans les autres centres ; elle appelait donc à les imiter pour le lundi 8.

Ce sont plusieurs centaines de travailleurs qui sont donc sortis, en nombre plus important que lors des précédents débrayages.

Le mouvement est donc populaire et il risque de se poursuivre sur cette lancée jusqu'à la fermeture de l'usine le 31 juillet.

D'ici là, les travailleurs ne doivent pas oublier que, au-delà de cette demi-heure qui leur est chère (le lundi est le seul jour où ils quittent une demi-heure plus tard) ils doivent se donner l'objectif urgent du retour aux 40 heures.

Correspondant L.O.

**Usine textile
Rhône-Poulenc
de Besançon**

**" L'ENRICHISSEMENT
DES TACHES "**

La direction de l'usine textile Rhône-Poulenc de Besançon (anciennement Rodhiacieta) a proposé de constituer des groupes de quatre à cinq personnes qui, à partir des objectifs de production fixés par elle, avaient la liberté de choisir les moyens pour y parvenir. « **L'organisation du travail, la répartition des tâches à l'intérieur des groupes, le choix de l'heure de départ au casse-croûte et en salle de détente seront laissés à la convenance des intéressés dans le cadre des impératifs de QUALITE ET D'ORDONNANCEMENT CONNUS DE TOUS.** »

Parallèlement à ce dispositif, la direction réduisait considérablement l'encadrement en instituant des responsables de groupe choisis parmi les ouvriers et bénéficiant d'un léger avantage de salaire (50 F).

Les travailleurs ont accueilli la nouvelle organisation avec méfiance. L'expérience de plusieurs années de lutte leur a appris qu'ils ne devaient rien attendre de bon du patron. Aussi pour ne pas être pris en flagrant délit à ne rien faire (ce qui justifiait la mise en place du nouveau système), les ouvriers baissèrent les cadences. Quand la direction réclamait la surveillance de six machines par ouvrier par poste et par jour, les travailleurs en demandaient et n'en faisaient que quatre. Dès lors, pour contourner cet obstacle, les patrons prirent quelques volontaires pour constituer des groupes d'essai. Ils visaient ainsi à introduire la division au sein des ateliers. De la même façon ils proposaient des primes, une révision des classifications et lorsque cela ne suffisait pas, ils sanctionnaient les travailleurs qui freinaient la production. La direction réunissait par exemple cinq responsables de groupe et leur disait que si dans une heure la

production ne sortait pas plus vite dans les groupes le cinquième serait sanctionné. Les ouvriers qui fonctionnaient en groupe résistèrent à cela en désignant le responsable du groupe à tour de rôle et en refusant toute gratification personnelle pour le responsable.



Si la direction a petit à petit imposé sa nouvelle méthode, elle n'a pu tromper les travailleurs même si quelques-uns se sont fait des illusions sur l'enrichissement de leur travail. En fait ceux qu'elle a pu convaincre étaient sensibles au gain financier (40 à 50 F par mois) et non séduits par son discours.

De leur côté, les syndicats CGT et CFDT ont dénoncé cette méthode dans leurs tracts : dans l'action ils se sont contentés de suivre les travailleurs les plus combattifs. Mais dès que la direction les a invités à la table des négociations, promettant une révision des classifications (l'intégration des 40 ou 50 F au salaire) leur résistance s'est évanouie.

Correspondant L.O.

**Hôpital Édouard-
Herriot (Lyon)**

**LA C.G.T. FREINE
LE MOUVEMENT**

Le vendredi 5 juillet, M. Poniatowsky, ex-ministre de la Santé, récemment reconverti en ministre de l'Intérieur, est venu inaugurer le pavillon de Néphrologie de l'hôpital Édouard-Herriot de Lyon.

Ce pavillon est ouvert depuis un an mais n'a pu fonctionner que partiellement à cause du manque d'infirmières.

Et malgré le scandale permanent que constitue la situation dans les hôpitaux, scandale que le journal local **Le Progrès** a lui-même récemment avoué dans ses colonnes, le prince Ponia, pas le moins du monde gêné, est venu inaugurer en grande cérémonie. Les hôtessees bien vêtues et en gants blancs étaient là et ont dû servir boissons et petits fours.

Non loin de la cérémonie, une trentaine de bleus de travail et de blouses blanches s'étaient rassemblés, regrettant de laisser Ponia venir narguer les travailleurs de l'hôpital sans lui avoir fait un petit « accueil ».

Cet accueil devait avoir lieu puisque plusieurs militants CGT avaient commencé à l'organiser. Mais les bureaucrates de l'US-CGT en avaient décidé autrement et allèrent même jusqu'à proférer des menaces tout juste déguisées contre ceux qui s'en étonnaient. L'appel au rassemblement qui était passé de bouche à oreille dans les services fut décommandé.

Grâce à cette reculade, les bureaucrates obtenaient une audience de la direction, qui, n'en doutons pas, ne rapportera rien de plus que celles qui l'ont précédée.

Correspondant L.O.

LUTTE OUVRIERE

Portugal

Coup de semonce aux partis de gauche

A U moment où nous écrivons, seul est connu le nom du lieutenant-colonel qui dirigera désormais le gouvernement portugais ; la composition de ce dernier n'a pas encore été officiellement établie. Il semble néanmoins que si le nouveau gouvernement comprendra plus de militaires que le précédent, il ne sera pas mis fin à ce qui en constituait l'originalité politique : la participation de ministres des partis communiste et socialiste.

Le maintien de la coalition gouvernementale comprenant le PCP confirmerait que l'armée — en fait, seule force déterminante pour l'instant sur la scène politique portugaise — s'en tient au jeu politique qu'elle avait fait sien après le coup d'Etat qui avait renversé Caetano : contribuer à établir un régime parlementaire et désamorcer l'agitation sociale en s'appuyant sur les organisations qui ont une audience dans la classe ouvrière. Choix politique qui n'est certainement pas irréversible. L'armée se tient prête à assumer l'intégralité du pouvoir si les solutions politiques du type parlementaire se révèlent inefficaces. Elle se tient également prête à briser les revendications sociales par la force brutale, au lieu d'en passer par l'utilisation des organisations ouvrières réformistes. Elle en a la possibilité par la force matérielle qui est la sienne mais aussi par le crédit dont elle dispose dans le pays, par les illusions que son rôle dans le renversement de Caetano a suscitées y compris dans la classe ouvrière.

Et c'est là la véritable signification du coup de semonce adressé aux deux partis de gauche par la crise gouvernementale ouverte à la suite de la démission de l'ancien Premier ministre Palma Carlos. Car c'est bien d'un coup de semonce en direction des partis de gauche, et plus particulièrement du PC qu'il s'agit.

En intégrant des ministres PC dans son gouvernement, Spínola avait fait en quelque sorte une « première » à l'échelon européen. Par son intermédiaire, la bourgeoisie portugaise — et au-delà, les bourgeoisies des grandes puissances impérialistes intéressées à la situation au Portugal — avait accepté de faire du PC un parti de gouvernement, à la condition qu'il soit efficace dans le maintien de l'ordre social, qu'il soit capable de prévenir, de freiner, de bloquer les luttes revendicatives en évitant de rendre nécessaire l'usage de la force brute.

Les militaires ont des raisons d'estimer que pour l'instant, le PC ne remplit pas jusqu'au bout le contrat.

Oh certes, il est loin du PC le désir de créer volontairement la moindre difficulté aux militaires qui ont la réalité du pouvoir. Encore plus loin le désir de préparer politiquement et organisationnellement la classe ouvrière portugaise à proposer au pays ses propres perspectives politiques.

Il n'en reste pas moins que la vague de luttes revendicatives continue, et continue avec la participation, quand ce n'est à l'initiative, de militants du PC voire du PS. Et si les prises de positions du PC sont, sur le plan politique sans aucune ambiguïté et se résument à l'alignement derrière le nouveau régime de Spínola, sur le plan revendicatif, le PC est loin d'avoir engagé toutes ses forces et toute son audience pour empêcher que des grèves s'engagent sur des questions de salaires, d'horaires, ou de conditions de travail.



L'armée portugaise a tenu, par le coup de semonce du 9 juillet, à rappeler à l'ordre les partis de gauche.

(Ph. Elie Kagan.)

Or, c'est justement ce qu'exigent d'eux l'armée. Pour elle, il est temps que le PC lève les ambiguïtés, qu'il s'engage, qu'il traite de fasciste tout ouvrier qui revendique ou toute grève qui se déclenche, comme au beau temps de la « Libération en France ; en un mot, qu'il mérite ce pour quoi on le paie de places ministérielles.

Les années passées dans l'opposition clandestine avaient beau imprégner le PC portugais d'un radicalisme dont la plupart des autres PC ne sont plus guère coutumiers — radicalisme qui, au demeurant, explique le rôle des militants du parti dans les luttes revendicatives — le PC portugais a, sur le plan politique, exactement les mêmes perspectives que les autres PC : parvenir au pouvoir dans le cadre de l'Etat bourgeois. Dans la logique de cette perspective, il s'accrochera aux postes ministériels. Et il en payera le prix demandé.

Avec quelle efficacité ? C'est lié à bien des choses, et en premier lieu au degré de combativité de la classe ouvrière. Mais c'est lié également aux choix politiques de l'armée, en particulier en ce qui concerne le règlement de la question coloniale.

Ce n'est pas pour rien que le Parti Socialiste a revendiqué pendant la crise gouvernementale, et pour la première fois aussi clairement, la reconnaissance de l'Etat de Guinée-Bissau. Les partis de gauche considèrent que la junte de son côté

n'a pas rempli le contrat et n'est pas décidée à régler rapidement la question des colonies. Oh, les préoccupations en faveur des peuples opprimés par le Portugal ne sont certes pas les plus décisives dans les déclarations du PS, mais la poursuite des guerres coloniales, de toute façon reconnue inutile, coûte cher à l'Etat et la gauche a des raisons d'estimer que le fait que tant d'argent soit gaspillé et non reversé dans l'économie à l'intérieur du pays contribue, pour une large part, aux difficultés économiques avec toutes les conséquences sociales que les militaires leur demandent ensuite, à eux partis de gauche, d'aplanir.

Que sortira-t-il de la confrontation des doléances mutuelles de l'armée et des partis de gauche ? L'avenir le dira, mais de toute façon, c'est à l'armée qu'appartient la décision. Et celle-ci vient de signifier aux partis de gauche qu'ils jouent leur avenir. Au sein du gouvernement, sûrement. Au sens physique du terme, probablement. Et quant au PC, il joue peut-être son avenir politique non seulement à l'échelle du Portugal, mais probablement de toute l'Europe, car la participation du PC au gouvernement n'est pas seulement un fait politique portugais, c'est une expérience de laboratoire pour tous les pays capitalistes où le PC est une force.

Georges KALDY.

Le scandale des P.T.T. italiens

Tout le monde il est pas beau, beau, beau...

Les services publics en Italie ont toujours eu triste réputation. Il en est des réputations comme des soupçons, elles ne demandent qu'à être confirmées. Eh bien, c'est fait ! A divers scandales, petits et grands qui jalonnent en Italie (comme ailleurs), la vie des affaires dites publiques, vient s'ajouter une affaire de subtilisation de courrier.

Oh ! pas l'histoire du petit facteur indélicat qui n'arrive pas à « fournir » et qui égare quelques imprimés dans l'égoût. Mais des wagons entiers,

plusieurs tonnes de lettres, mandats et autres envois divers, postés entre octobre 1973 et janvier 1974 dans les boîtes aux lettres de Milan, discrètement acheminés vers une usine de broyage à Bergame, quelque cent kilomètres plus au nord.

Pour que l'opération ait eu des chances de se passer sans douleur, il fallait bien que quelques fonctionnaires suffisamment haut placés aient été dans la confidence. Mais bien sûr, maintenant que le pot aux roses a été

découvert, les informations sur les responsabilités restent très obscures.

Tout de même, cela risque de couper l'herbe sous le pied à d'éventuels imitateurs. Et les usagers en frémissent rien que d'y penser : que seraient devenus le million et demi de mandats, les 8 000 télégrammes non acheminés chaque jour et les 18 tonnes de courrier par avion actuellement en souffrance dans les dépôts de Rome ?

Il faut reconnaître qu'à défaut d'être honnête, l'opération avait au

moins le mérite de l'efficacité. Pas besoin d'embauche de personnel nouveau pour le tri et la distribution, pas besoin de matériel supplémentaire, pas besoin de crédits, et pas besoin, comme le réclament les syndicats de reconverter « les soixante chauffeurs personnels des dirigeants des Postes à des places plus productives ».

Rien de tel pour redémarrer d'un bon pied au plus juste prix ! Le seul reproche : cela s'est su !

P. B.

LE DÉMANTÈLEMENT DE L'ORTF

premier pas vers la privatisation

C'EST dit : il n'y aura pas de privatisation de l'ORTF ni de suppression du monopole. Chirac lui-même a annoncé la couleur.

Les hommes du gouvernement ou leur entourage proche ont pourtant longtemps soufflé le chaud en ce domaine en multipliant les déclarations favorables à la création d'une chaîne de télévision privée et à l'assouplissement du monopole. Ainsi Chirac, auteur d'un récent rapport sur l'ORTF, secrétaire du groupe des Républicains Indépendants, le groupe de Giscard, se déclarait favorable à une telle solution, « à titre personnel » ajoutait-il. Chirac lui-même laissait entendre qu'une telle réforme eût pu s'envisager.

Aujourd'hui, dans les mêmes milieux, on souffle le froid : pas question de céder une chaîne au secteur privé. La réforme consistera uniquement en l'éclatement de l'Office qui disparaîtra en tant qu'administration unique pour faire place à sept établissements autonomes : un établissement chargé de la radiodiffusion, un pour chacune des chaînes de télévision, un établissement chargé de la production des émissions de télévision, un autre chargé de la diffusion et enfin un établissement chargé de l'action extérieure c'est-à-dire des émissions destinées à l'étranger.

Il ne s'agirait donc que d'une opération administrative, destinée à mettre un peu d'ordre au sein d'une institution dont le développement monstrueux engendrait scandales et gabegie.

LE MYTHE DE LA « CONCURRENCE » : SYNONYME D'UNIFORMISATION...

Et pour mettre fin à une gestion déficiente et ruineuse, le gouvernement pro-

pose de créer des unités administratives réduites, dont la gestion serait régularisée par la concurrence qu'elles se feraient entre elles. Le raisonnement est spécieux, même s'il peut apparaître séduisant.

Car la concurrence n'est pas synonyme d'émulation au niveau de la qualité, bien au contraire ; outre que, dans certains domaines, elle n'a aucune signification (ainsi dans celui de la diffusion car avec qui l'établissement spécialisé entrera-t-il en concurrence, en particulier si le monopole est maintenu ?), dans d'autres, elle se traduira inéluctablement par une baisse de la qualité. Ainsi, l'établissement chargé de la fabrication entrera-t-il en concurrence avec les sociétés privées... concurrence qui existe déjà depuis 1964, puisque le monopole n'existe pas sur la production. Le résultat en sera la recherche du moindre coût, c'est-à-dire d'émissions à petits budgets. De même la concurrence entre les différentes chaînes de télévision risque fort de se traduire par la recherche de l'écoute maximum, ce qui aboutira le plus souvent à présenter les mêmes types de spectacles aux mêmes heures, au détriment de la diversité. Sacrifiés ceux qui n'auront pas les goûts de la majorité et qui préféreront la musique classique ou le théâtre au sport ou à Guy Lux. Et nous retrouverons alors à la télévision le phénomène qui s'est développé au niveau de la radio, à partir du moment où est apparue la concurrence entre la radiodiffusion nationale et les postes périphériques. Cette concurrence n'a pas créé l'émulation vers la qualité, mais au contraire l'uniformisation. A tel point que l'on retrouve aux mêmes heures les mêmes disques, le même type d'émission, que l'on se bran-

che sur RTL, Europe 1 ou France Inter. Chacun de ces postes étant aujourd'hui contraint de rechercher l'originalité dans le style du présentateur. Mais là encore, les styles s'uniformisent rapidement.

...MAIS PAS LA FIN DE LA GABEGIE FINANCIÈRE

Il faut, nous dit-on encore, mettre fin à la gabegie financière de l'Office. Que n'a-t-on pas dit sur le gouffre que représentait l'ORTF pour le contribuable français. On a été d'autant plus loquace sur ce sujet qu'on a été discret sur les subventions déguisées aux trusts qui bénéficiaient des faveurs de l'Etat en matière d'équipement. Ceux qui crient au scandale trouvent normal que les contribuables financent un réseau de diffusion pour que des constructeurs privés puissent vendre leurs récepteurs et aussi des émetteurs.

Mais leur indignation est mal venue à plusieurs titres. En premier lieu parce qu'il est normal qu'un service public fonctionne avec les deniers de l'Etat, c'est-à-dire en fin de compte avec les deniers des utilisateurs qui sont aussi les contribuables. Mais aussi parce qu'il n'y a pas de déficit. Le rapport Chirac en porte lui-même témoignage. Car si l'honorable député, comme nombre de ses collègues, s'indigne de voir le déficit d'exploitation prévu pour cette année se monter à 150 millions, il signale malgré tout dans une autre partie de son rapport que l'Etat prélève 320 millions de TVA sur les taxes payées par les usagers, plus 20 millions de patente.

La réforme permettra-t-elle de rationaliser la gestion financière des différents composants de l'ORTF ? Peut-être, encore que cela soit loin d'être sûr, mais ce serait alors en réduisant la qualité du produit.

Il peut sembler paradoxal que le gouvernement, pour remédier à ce qu'il appelle la gabegie de l'ORTF, instaure un système, la concurrence qui, par définition, introduit l'incohérence et le désordre. Une telle mesure ne se justifie pas par l'amélioration de la qualité du service rendu. Elle ne se justifie certainement pas plus par les nécessités financières. Outre que, nous l'avons vu, l'Office n'est pas déficitaire, contrairement à ce que l'on affirme, il est fort douteux que la création de sept établissements soit financièrement plus économique. On soulève d'ailleurs aujourd'hui les multiples questions que pose une telle réorganisation : comment partagera-t-on les locaux ? Comment fera-t-on pour la gestion des parties communes : cinémathèque, service informatique ?

AU SERVICE DES INTERETS DE QUELQUES GRANDS GROUPES PRIVES

Reste l'hypothèse que le gouvernement, s'il a reculé devant la privatisation, n'y a cependant pas renoncé définitivement. En ce domaine, le gouvernement peut, en effet, difficilement brusquer les choses. Ce n'est pas une mince affaire que de remettre entre les mains de capitaux privés une fraction du patrimoine d'Etat. Outre qu'il

Privatisation ou pas de la télévision, beaucoup de gens pensent que cette question ne les concerne pas, qu'en fait la télévision est aux ordres du pouvoir que, à tout prendre les programmes ne peuvent être pires, qu'en se fondant sur l'exemple de la radio où se côtoient les chaînes gouvernementales et privées on n'a rien à perdre ou à gagner à une télévision sous monopole d'Etat ou dominée par des capitaux privés... quand ils ne considèrent pas tout bonnement qu'aux radios périphériques l'information est moins directement dépendante du pou-

vée. Le gouvernement français y détient 83% des actions. Son PDG, M. Jean Poudevigne, est un ex-député CDP battu aux élections législatives de 1973. Le gouvernement, par l'intermédiaire de la SOFIRAD (Société Financière de Radio-Diffusion), dont le PDG est nommé par le Conseil des ministres, contrôle en outre Sud-Radio et Europe n° 1 (président Sylvain Floirat, des usines Matra-Bréguet). Il vient de s'adjuger en outre le contrôle de RTL par les bons soins de l'agence Havas (agence « nationalisée »).

Mais même si ce contrôle « écono-

sion considérable sur l'information diffusée.

Les radios périphériques vantent journalièrement les miracles de produits de beauté, de l'eau minérale source de jeunesse et des multiples lessives mises en circulation. Est-ce un hasard si ensuite elles omettent de parler à l'antenne de la nocivité de ces lessives, des défauts des eaux minérales impropres à la consommation, ou encore de la publication du livre d'un dermatologue relatif au scandale des « produits » de beauté, autant d'informations pourtant qui intéressent un

Télévision : des chaînes privées ?

Le public a plus à y perdre qu'à y gagner

voir en place, donc plus libre. Et de citer à l'appui de ces dires les récits plus fidèles ou partiaux d'Europe 1 et de Radio-Luxembourg, lors des événements de mai 68, que ceux de France Inter.

Mais si les prémisses sont justes — à savoir les insuffisances de l'ORTF, sa dépendance par rapport au pouvoir, la censure ou l'auto-censure qui y existent — les conclusions sont fausses.

Ce n'est pas parce que la télévision ou France Inter sont monopole d'Etat que l'information y est censurée. C'est parce que dans notre société le pouvoir sur l'information, son contrôle, tout comme l'ensemble des pouvoirs sont concentrés aux mains des possédants, que ce soit par l'intermédiaire de l'Etat, lorsque celui-ci a le monopole des moyens d'information, ou directement, cas des sociétés financières gérant la presse écrite. Dans un cas comme dans l'autre, l'information diffusée est de même nature, sinon de contenu identique.

De plus, il est faux d'assimiler « chaîne privée » à « suppression du contrôle de l'Etat sur l'information ». Radio Monte-Carlo est une chaîne pri-

mière » de l'Etat n'existant pas, peut-on vraisemblablement imaginer que M. Sylvain Floirat, vendeur entre autres d'engins militaires Matra, prendrait le risque de heurter de front un pouvoir politique qui, par ses commandes, favorise les profits d'une entreprise qu'il dirige ? Poser la question, c'est y répondre. Non, l'information n'est pas plus « libre » sur les chaînes privées qu'ailleurs.

Dans ce cas, évidemment, monopole d'Etat ou chaîne privée, doit-on obligatoirement prendre parti dans le débat ? Oui, car qui dit « privé » dit « vocation à réaliser des profits », ce que n'a pas pour l'instant l'ORTF (on le lui reproche assez). Cette vocation, les chaînes privées la réaliseront par des spectacles au rabais, par l'introduction massive de la publicité à la télévision. Les chaînes privées ne feront peut-être pas payer la redevance au téléspectateur mais elles la lui feront payer au centuple en lui déversant à foison de la publicité. Et la publicité n'a pas seulement un caractère aliénant ou désagréable quand elle s'insère au moment le plus captivant d'une émission dramatique. Les capitaux qu'elle offre ont un pouvoir de pres-

large public et le concernent.

Enfin et surtout, pour drainer les capitaux que fait miroiter la publicité, il faut faire la preuve de son audience auprès du public, vendre du spectacle « qui plaît » au détriment de tous ceux susceptibles d'intéresser des groupes ou des minorités. Les émissions scientifiques n'intéressent pas grand monde ? Les chaînes privées ne s'en embarrasseront pas. La musique ne plaît qu'aux mélomanes ? On les enverra l'écouter aux concerts. Les émissions éducatives ennuient le grand public ? Elles seront supprimées. Restera... le spectacle assez moyen pour satisfaire le maximum de spectateurs à la fois.

L'introduction de chaînes privées à l'ORTF, c'est la porte ouverte à la liquidation d'émissions culturelles, scientifiques ou éducatives au profit de tout ce qui « plaît » au grand public. Et cela à même toutes les chances de se traduire par une baisse de qualité de l'ensemble des émissions, y compris celles dites de variétés. Et dans son ensemble, le public a plus à y perdre qu'à y gagner.

Véronique DESNAUX.

L'op

NOUS avons recueilli les propos d'un responsable du Syndicat National des Journalistes, M. Guibert, sur la grève des techniciens de l'ORTF. Ces propos ont été formulés avant que le gouvernement ne fasse connaître son projet de réforme de l'ORTF. Ils conservent cependant toute leur valeur de témoignage sur ce que pense un syndicaliste de l'ORTF. C'est pour cela que nous les publions, sans reprendre évidemment à notre compte toutes les positions, notamment sur le rôle possible des syndicats, exprimées ici.

MOUVEMENT ET PERSPECTIVE DES TECHNICIENS DE L'ORTF

Le personnel technique de l'ORTF est un personnel jeune n'ayant aucune perspective de déroulement de carrière à l'Office. Le salaire d'embauche avoisine 2.000 F, celui de fin de carrière 4.000 F. Ce n'est pas dérisoire, il est vrai, mais s'il en est ainsi, c'est que les techniciens se sont toujours battu pour de meilleurs salaires. Aujourd'hui, ils se trouvent cloisonnés dans une grille hiérarchique très rigide qu'ils remettent en cause tout comme ils remettent en cause leur déqualification professionnelle.

LE GOUVERNEMENT ENGAGE UNE CAMPAGNE D'INTOXICATION

Privatiser l'Office c'est une menace qui pèse depuis longtemps sur l'ORTF. Et de plus, c'est une position de fond des Républicains Indépendants. Il y avait déjà eu une proposition de loi déposée en ce sens. Le rapport Chirac allait sortir de toute façon, qu'il y ait grève ou pas. Face aux menaces qui pèsent sur la totalité de l'entreprise et sur l'emploi, il est plus que jamais nécessaire d'organiser une mobilisation plus large sur la défense collective de l'emploi et du service public face aux trusts, aux grandes entreprises et aux banques qui veulent contrôler les moyens modernes d'information notamment la télévision.

LE POIDS DE L'OPINION PUBLIQUE

L'opinion publique a répondu favorablement à la campagne du gouvernement. Un dernier sondage donne 68 % des person-

ORTF : ion ?

se heurterait à une fraction du personnel politique qui est hostile à une telle mesure, il est toujours délicat de favoriser d'emblée tel groupe capitaliste, sans indisposer les autres. En ce domaine, il vaut mieux procéder avec prudence. La réforme actuelle peut préparer les étapes ultérieures, qui peuvent d'ailleurs aboutir à plusieurs variantes.

Ainsi, par exemple, le fait que les chaînes de télévision deviennent autonomes par rapport aux organismes de production des émissions facilite l'intrusion des capitaux privés dans le secteur de la production, les chaînes traitant commercialement avec les différentes sociétés de production existant sur le marché, la société d'Etat étant située sur le même plan que les sociétés privées. De même, puisque la diffusion est assurée par un des sept établissements nouvellement créés, rien ne l'empêcherait à l'avenir de louer ses services à une chaîne privée, à condition que les règles qui régissent aujourd'hui le monopole soient assouplies. En créant dans le cadre nationalisé, les conditions de concurrence seraient celles qui existeraient s'il y avait un secteur privé de la télévision, le gouvernement ne se prépare-t-il pas à l'instaurer ?

D'autant que l'affaire est tentante pour les capitalistes. Aujourd'hui, le budget publicité de l'ORTF représente 8 % du budget consacré à la publicité en France. Aux USA, il en représente 40 %. La comparaison doit faire rêver certains groupes financiers.

Jean-Pierre VALI.



Opinion d'un syndicaliste de L'ORTF

nes interrogées favorables à la télévision privée.

Malgré toutes les réserves d'usage que l'on peut faire sur les sondages — et tant que journaliste je suis bien placé pour les connaître —, on ne peut pas ignorer ces résultats. Fait tout dernièrement, lors de la grève, ce sondage dénote une certaine irritation du public. Celui-ci, qui a l'expérience des chaînes privées à la radio, sait de toute façon que, gouvernemen-

dépendante de qui, de quoi, de quels moyens financiers ? On ne le précise pas, mais ça ne fait rien. « Indépendant », c'est le mot magique de notre époque. Les Républicains sont Indépendants, le président est Indépendant. Ils auront une télévision indépendante. Ce que le public ne sait pas, ce qu'on ne lui dit pas, c'est que la privatisation de l'Office ce sera aussi l'abaissement de la qualité des spectacles fournis.

lieu les travailleurs qu'il pénalise, ceux qui n'ont pas le temps, le niveau culturel, les moyens financiers d'aller au spectacle. Ce sont eux les plus frustrés.

DES LICENCIEMENTS DEGUISES POUR COMMENCER

Dans ce cadre-là, nous, syndicalistes, avons une marge étroite sur laquelle nous allons nous battre. La plate-forme revendicative susceptible de regrouper le plus de travailleurs, de faire l'unité, sera celle de la défense de l'emploi.

Le licenciement réel ou déguisé est une menace qui pèse sur tout le personnel de tous les secteurs, de toutes les catégories. Les plus menacés évidemment sont les travailleurs non protégés par le statut, personnel que nous ne pouvons même pas chiffrer avec précision — entre huit cents et mille deux cents personnes — et que nous ne connaissons pas obligatoirement. C'est tout le personnel vivant de l'office, faisant un travail à la pige, qu'on pourra tout simplement « remercier » car on n'a aucune obligation « légale » vis-à-vis de lui.

Le chef de service qui emploie deux dactylos sans les déclarer pourra les mettre à la porte en leur disant : « Je suis navré, je n'ai plus de crédit pour vous payer... ». Le temps que l'affaire remonte aux organisations syndicales, les filles sont déjà parties.

C'est incontrôlable par les organisations syndicales et de plus, sur ce type de licenciement déguisé, il nous sera impossible de mobiliser le personnel. Il y a 17.000 personnes travaillant à l'Office, disséminées par régions géographiques. Comment voulez-vous qu'on les mobilise quand on apprend avec deux jours de retard qu'un journaliste, pigiste à Grenoble, a été licencié, d'autant que le journaliste en question est peut-être un jeune qui a raté ses études — classé là par piston par « papa-préfet » ou autre ? Cela arrive. Notre rôle, évidemment, sera d'expliquer que, pistonné ou pas, le journaliste en question effectuait un certain travail qui dorénavant retombera sur les autres. Nous ferons ce type d'explication mais sans illusion sur son pouvoir de mobilisation.

C'est par là que l'ORTF va commencer à « dégraisser » ses structures.

A PROPOS DU RAPPORT CHINAUD

Le rapport Chinaud dit : c'est la gabegie à l'ORTF, on gaspille l'argent du public, c'est le règne du maffiotage, etc.

Mais, en dehors de son caractère démagogique, le rapport Chinaud ne fait que dénoncer un état de fait que les organisations syndicales avaient déjà maintes fois dénoncé. Car la gabegie à l'ORTF, elle a été voulue, concertée, décidée par le pouvoir.

Quand c'est nous qui le dénonçons, on nous reproche de faire de la politique.

Il y a un « trou » dans le budget de l'ORTF. C'est vrai. Ce ne sont pas les travailleurs qui en sont responsables. Il est dû à l'inflation tout d'abord. Il est dû à l'institution de la TVA sur la redevance, qui est un véritable impôt sur l'impôt. Il est dû au non-paiement des services rendus aux différents ministères.

UNE TELEVISION RENTABLE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Contrairement à l'Office, une télévision privée sera très certainement « rentable ». Rentable parce que de mauvaise qualité. Les chaînes privées achèteront des films américains au kilo qu'elles déverseront sur le public tous les soirs. Et pour le travail que cela nécessite, on a besoin de très peu de personnel. On a besoin d'un opérateur, d'un gars capable de monter et de démonter un film, c'est tout.

Pour « créer » une émission dramatique, il faut des musiciens, des décorateurs, des costumes, un metteur en scène, des acteurs, etc., et évidemment, cela coûte des millions.

Ce n'est un secret pour personne : les grands groupes privés ont toujours milité pour avoir une télévision indépendante, indépendante de l'Etat, sous leur dépendance propre. Mais il leur fallait d'abord que les structures soient payées par la collectivité nationale, que la formation professionnelle des travailleurs de l'Office soit payée par la collectivité nationale, que le public s'équipe de postes. C'est le cycle connu : les investissements sont nationaux, les pertes socialisées, les profits privés.



Le personnel de l'ORTF manifeste.

(Ph. Elie Kagan.)

LES TRAVAILLEURS DE L'ORTF FACE AUX MENACES DE PRIVATISATION

Aujourd'hui, face aux menaces qui pèsent sur l'emploi, les travailleurs de l'ORTF sont inquiets.

Ils ont le sentiment de l'inéluctable. Ils savent qu'ils s'affronteront directement au pouvoir politique.

Ce qui rend le personnel de l'ORTF inquiet, c'est que dans son combat il se sent coupé de l'ensemble du milieu ouvrier. En menant la lutte, c'est en premier

taille ou privée c'est la même « soupe » qu'on lui sert aux informations.

On lui dit : avec les chaînes privées, ce sera la concurrence, la concurrence, c'est la liberté. Alors il vote pour la liberté. On lui dit : Europe 1 ou Radio Luxembourg ce sont des entreprises qui fonctionnent. On ne leur paie pas de taxe et le personnel n'y fait jamais grève tandis que les chaînes gouvernementales, il faut les payer, elles sont toujours en grève, alors...

On lui dit : il y aura une télé non pas « privée » mais « indépendante ». In-

Bourgogne-Électronique (Dijon)

Intoxication

Depuis une quinzaine de jours, à la Bourgogne Electronique, nous vivons sous la menace permanente du nickel carbonyle.

Après usage, ce produit très toxique est rejeté par une cheminée sous forme de vapeurs (cinq fois plus toxiques que l'oxyde de carbone) qui sont sentées se dissiper dans l'atmosphère.

Mais la manipulation du nickel carbonyle ayant doublé au cours de cette dernière année, sous certaines conditions atmosphériques, les vapeurs, plus lourdes que l'air, ne se dissipent plus, mais se concentrent en un nuage qui est canalisé entre deux ailes de bâtiment et s'infiltré dans les ateliers par les fenêtres.

Et depuis quinze jours, les intoxications sont quasi-quotidiennes, provoquant des malaises, des vomissements, des évanouissements. Plusieurs camarades de l'atelier Misset (le plus touché) ont même dû être hospitalisées.

Face à ce danger mortel, la direction n'a pris aucune mesure et n'a donné aucune garantie pour l'avenir... alors



que les premières émanations et intoxications datent de février 1973 !... Et pas plus l'inspection du Travail que l'Hygiène et Sécurité ne s'en sont particulièrement émus.

Devant cette complicité criminelle, devant ce mépris le plus total, nos camarades de l'atelier Misset ne sont pas restés sans réagir : lundi dernier, à la prise de l'équipe, les vapeurs les suffoquant déjà dans les couloirs, elles ont refusé de pénétrer dans l'atelier malgré les pressions du chef qui a déployé tout son grand jeu pour faire reprendre le travail.

La direction a voulu considérer nos camarades comme grévistes, car pour elle, nous sommes des rebelles lorsque nous refusons de marchander notre santé et notre vie pour ses profits.

Parallèlement, elle faisait passer dans la presse locale un communiqué dans lequel elle expliquait que les évanouissements étaient dus à un phénomène d'hallucination collective. Elle pousse le cynisme jusqu'à faire un odieux chantage au chômage, prétextant qu'aucune mesure efficace ne peut être prise sans mettre trois cents personnes à la porte. Et, par ces manœuvres, elle se rend coupable, en fait, de tentative d'assassinat !

Mais nous, nous refusons de jouer ainsi avec notre vie et nous sommes décidées à l'avenir à sortir des ateliers dès que nous percevons la moindre odeur de nickel carbonyle.

Correspondant L.O.

Crédit Lyonnais (Paris)

UN ACQUIS DE LA GRÈVE

MERCREDI 26 juin, la direction du Crédit Lyonnais recevait les délégués pour leur annoncer que sur décision de l'APB (le syndicat patronal), elle ne retiendrait plus les heures de grève à partir du 1^{er} juillet.

Ainsi, c'est 83 % des deux mois de grève derniers qui nous sont payés ! Il s'agit là d'une nouvelle victoire à mettre à l'acquis des milliers de grévistes qui se sont battus jusqu'au bout pour faire céder la direction et qui ont su s'organiser de telle sorte que, depuis la grève, rien n'est plus comme avant au Crédit. La direction n'a pas réussi à faire rentrer les employés dans le rang. Les chefs ont dû abandonner leur morgue et là où ils ont tenté des

brimades à l'égard des grévistes, la direction a souvent été contrainte d'intervenir pour que la hiérarchie soit « souple ».

D'autant plus que le rapport de forces étant toujours favorable aux employés, ceux-ci sont bien décidés à ne pas se laisser faire sur tous les problèmes qui restent en suspens. Il y a une semaine encore, les employés du service du Téléx étaient en grève et occupaient leur atelier.

Dès que la direction a annoncé sa décision de ne plus retenir les heures de grève, la CGT s'est empressée de sortir un tract pour justifier son attitude honteuse pendant la grève. En effet, la CGT avait appelé à la reprise du travail en

s'appuyant sur la promesse verbale de la direction de ne plus retenir les heures de grève à partir de juillet.

Ainsi, la CGT aurait eu raison de « croire » la direction. Les employés, eux, ont cru à la lutte. S'ils étaient rentrés bien sagement sur la foi de simples promesses, la direction se moquerait bien maintenant de les mettre à exécution, et sans doute la CGT, syndicat responsable, aurait sorti en juillet un tract suppliant la direction de bien vouloir tenir ses promesses ! Ce qui a été l'attitude de la CGT dans d'autres banques, à la BNP par exemple, où les banquiers n'ont récemment renoncé aux retenues que devant les manifestations de mécontentement du personnel.

Correspondant L.O.

Usinor (Dunkerque)

Pour la CGT et le PCF, un travailleur qui veut continuer la lutte est un gauchiste

« Non au bordel, non au mensonge » est le joli titre d'un tract CGT dirigé contre la CFDT et les travailleurs qui voulaient continuer le mouvement aux Hauts Fourneaux. Quelques passages de ce tract sont particulièrement savoureux : « A la question posée par la CGT demandant l'intégralité de la somme perdue pour tout le monde, la direction répondait : Non, car même si elle la donnait, la CFDT refuserait quand même la reprise du travail ».

Ensuite, le même tract « portant à la connaissance des travailleurs » (qui le savaient déjà puisque la CFDT le mentionne dans tous ses tracts) que la CFDT donne 22 F par jour à ses adhérents prélevés sur la caisse de grève, pose l'inévitable question « D'où vient l'argent ? ». On apprend aussi que les militants de la CFDT « n'ont jamais défendu les travailleurs ; pour eux, une seule chose compte : mettre le bordel, en calomniant notre organisation syndicale... Nous dénonçons cer-

tains membres de la CFDT : ce sont des anarchistes et des gauchistes... Ce sont des fouteurs de bordel ; des fouteurs de pagaille » et la CGT conclut : « Pour mener la lutte contre ces gens-là et le patronat d'Usinor, adhérez à la CGT ».

Le PCF ne pouvait être en reste et lui aussi y est allé de son petit couplet anti-gauchiste. Ainsi un tract distribué sur l'entreprise à propos de la grève commence par ces phrases :

« Ils mettaient le feu aux voitures en mai-juin 1968 à Paris. Ils appelaient par tract à ne pas voter pour diminuer le nombre de députés de gauche. Ils ont commis des actes de sabotage sur les chantiers ou dans les usines ». La suite était une attaque contre la CFDT et ceux qui avaient suivi son refus de reprendre le travail.

Mais en fait, au-delà des gauchistes, ce sont tous ceux qui refusaient de reprendre qui ont été à cette occasion les cibles des staliniens.

Correspondant L.O.



Polymécanique (Pantin)

Les élections de délégués

CETTE année, il y a peu de changements qui ont été révélés par le résultat des élections de délégués du personnel. Dans le premier collège, qui comporte 839 inscrits, deux listes étaient en présence : la CGT et FO. Dans cette dernière, figurait une ex-militante CGT, déléguée du personnel l'année passée, et que la CGT a refusé de représenter cette année malgré une pétition de 255 travailleurs, sous le prétexte qu'elle était proche des militants de Lutte Ouvrière. Les soi-disant preuves avancées : sa participation à deux débrayages auxquels seule la section FO avait appelé et le fait qu'elle soit restée avec les grévistes du Montage lors d'un mouvement, alors que les « responsables » CGT voulaient leur faire reprendre le travail sans rien avoir obtenu.

La section FO, tenant compte de la volonté exprimée par de nombreux travailleurs de la voir déléguée, l'a donc présentée, et elle a été élue.

Les résultats (tableau ci-dessous) montrent une très légère progression en titu-

laire, et une baisse sensible en suppléants pour la section FO qui obtient trois des huit sièges en titulaires (inchangés) et trois en suppléants (moins un).

Il faut rappeler que l'année précédente, FO avait connu une forte progression, de 8 % à 10 %. La CGT a cherché à regagner de l'influence en tablant sur un regain du corporatisme dans les milieux professionnels où le nombre de ceux qui rejettent la revendication des augmentations uniformes augmente.

Les travailleurs immigrés étaient présents sur la seule liste FO. Une douzaine

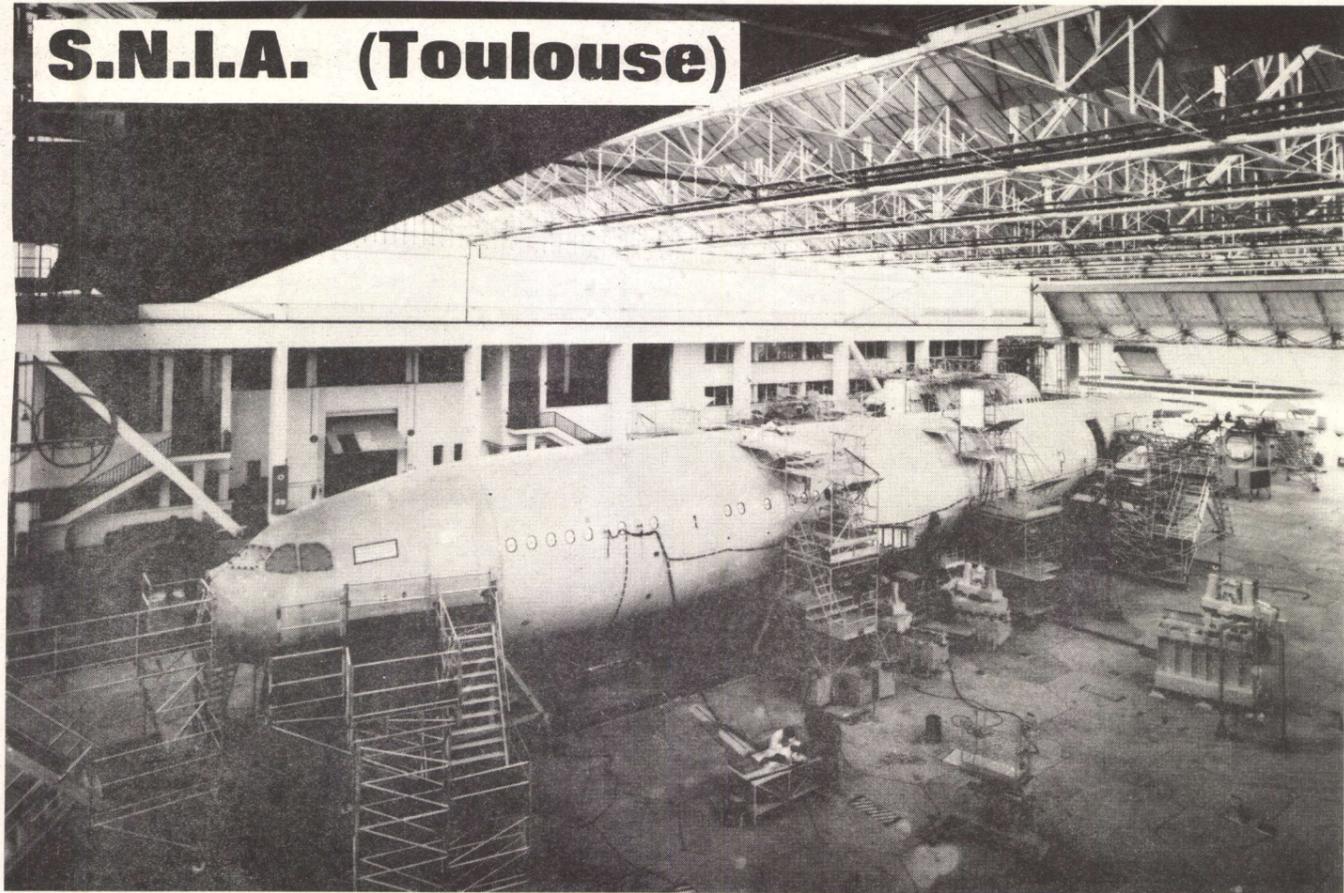
à une quinzaine de racistes ont rayé systématiquement les noms arabes, empêchant leur élection malgré la volonté de quelque 260 autres électeurs qui votaient pour eux. Car avec les modalités antidémocratiques du scrutin de liste qui figurent dans l'actuelle loi sur les élections de délégués, de telles manœuvres bafouant la démocratie sont permises.

Dans le deuxième collège comprenant environ 200 inscrits, les voix et les sièges se sont partagés par moitié pour les deux listes en présence : CGT et CGC.

Correspondant L.O.

TITULAIRES			
	Moyenne des voix		% des exprimés
	1973	1974	1973 1974
CGT	396,37	404,75	62,02 % 61,43 %
FO	242,8	254,2	37,98 % 38,57 %
SUPPLÉANTS			
	Moyenne des voix		% des exprimés
	1973	1974	1973 1974
CGT	355,875	423,87	55,03 % 64,34 %
FO	290,8	236	44,97 % 37,76 %

S.N.I.A. (Toulouse)



Deux syndiqués exclus de la CGT pour leurs opinions politiques

Le 25 juin, le Comité Exécutif de la CGT-mensuel de l'Aérospatiale de Toulouse votait à la majorité l'exclusion de deux militants connus pour leurs opinions révolutionnaires : l'un d'eux fut notamment candidat Lutte Ouvrière aux législatives 1973.

Tout a commencé le 12 juin. Le bureau de la section syndicale de Blagnac décide de proposer au CE l'exclusion d'un camarade, sur la demande d'un responsable syndical membre du PCF. Que lui reproche-t-on ?

En fait, rien sur le plan syndical, si ce n'est d'avoir défendu, auprès des travailleurs, des opinions en désaccord avec celles du syndicat, notamment sur les augmentations uniformes, le problème de la lutte contre les licenciements.

Mise dans l'impossibilité de répondre dans le bulletin du syndicat, aux accusations portées contre elle, notre camarade distribue un tract aux syndiqués, dans lequel elle dénonce les raisons pour lesquelles on veut l'exclure et rappelle l'article 1 des statuts de la CGT qui précise que la CGT regroupe tous les salariés conscients « sans distinction d'opinions politiques »...

Peu de temps après, un autre tract est distribué, cette fois-ci signé également par le candidat LO aux élections, membre jusqu'à ce jour de la CGT, pour dénoncer les intentions des bureaucrates de passer par-dessus la tête des syndiqués et le

caractère anti-statutaire de leur entreprise.

Enfin à la veille de l'assemblée, l'appareil syndical édite un bulletin du syndiqué dans lequel on ne trouve que mensonges, calomnies, où ces deux camarades sont accusés de travail de sape à la CGT, sont traités de diviseurs pour ne pas avoir — tenez-vous bien — appelé à voter Mitterrand au 1^{er} tour des présidentielles.

En clair, on leur reproche d'avoir appelé à voter Arlette Laguiller. Il s'ensuit un appel aux syndiqués à voter la demande d'exclusion au CE de nos deux camarades, au travers d'un bulletin-réponse, oui-non à l'exclusion, situé au verso du tract.

Les deux camarades mis en cause dénoncent le vote bidon, les manœuvres de l'appareil et appellent tous les syndiqués à venir se rendre compte, à la réunion, qui sont les diviseurs, qui baboune la démocratie à leur insu et enfin à venir décider à main levée.

Une quarantaine de syndiqués viennent à la réunion, ce qui constitue un record rarement atteint. La confrontation est houleuse mais au désavantage des bureaucrates. A la question : « Quels sont les motifs précis pour lesquels vous demandez l'exclusion ? », les dirigeants syndicaux sont incapables de répondre. Beaucoup des syndiqués présents s'aperçoivent, alors, qu'ils ont été trompés ; certains crient ce qu'ils pensent des bureau-

crates, menacent de déchirer leur carte ; d'autres partent complètement éccourés. Il s'ensuit une confusion générale qui ne permet pas le vote à main levée.

Le mardi 25 juin, un bulletin du syndiqué annonce les résultats du scrutin. Sur 155 exprimés, paraît-il, il n'y aurait eu que 12 votes contre l'exclusion de nos camarades. Une rapide vérification, dans le seul secteur où ils se trouvent, fait la preuve qu'il y a eu truquage. En effet, une quinzaine de syndiqués déclarent avoir voté contre leur exclusion.

Tous ces faits sont dénoncés en Comité Exécutif ; cela ne l'empêche pas de voter l'exclusion, tant pis si les droits élémentaires de la démocratie sont bafoués, tant pis pour la démocratie ouvrière !

Mais l'appareil CGT qui comptait que ces exclusions allaient passer comme une lettre à la poste en a été pour ses frais.

Car nos camarades refusent de se considérer comme exclus de la CGT. Dans un tract diffusé à l'ensemble des travailleurs, le jeudi 27, ils accusent le Bureau-mensuel de Blagnac « de fraude électorale, de viol flagrant des statuts et d'abus de fonction » et le Comité Exécutif-mensuel CGT « d'avoir couvert de tels agissements » et signalent, en conséquence, leur décision de faire appel devant la Commission des Conflits de la CGT.

Correspondant L.O.

La direction frappe les travailleurs dans le dos

DEPUIS longtemps déjà, tout le monde sait que la situation des usines de l'Aérospatiale, à Toulouse n'est pas des plus brillantes. La mévente de la réalisation de prestige de la V^e République : le Concorde ; le démarrage assez lent de l'Airbus auquel l'Aérospatiale ne participe d'ailleurs que faiblement — elle n'en assure, essentiellement, que le montage dans ses ateliers toulousains et avec peu de personnel de l'Aérospatiale — font que la direction des usines de Toulouse connaît quelques difficultés. Elle essaie de les résoudre sur le dos des travailleurs, bien sûr.

Ainsi, la veille des congés (les usines ferment en juillet), la direction a frappé bien plus fort qu'à l'ordinaire. C'est par dizaines que des travailleurs ont reçu, par l'intermédiaire de la maîtrise, une lettre

leur ordonnant soit de redescendre dans les ateliers — pour ceux qui sont passés mensuels depuis moins de deux ans —, soit de partir prochainement en déplacement à Marignanne — pour ceux qui travaillent à l'atelier. Mais les travailleurs ont réagi.

Les syndicats sentaient ce mécontentement grandir et considéraient que ces mesures portaient un rude coup « au potentiel technique et humain de la société » (comme ils disent !). Ils ont organisé plusieurs débrayages, ont créé un mouvement de protestation qu'ils ont orienté dans le sens d'une protestation contre le démantèlement de l'entreprise, pour la défense du programme Concorde.

Le vendredi 21 juin, toute l'usine de Saint-Martin débrayait une heure, l'après-midi, pour appuyer les délégués qui voulaient être reçus par Dufour (directeur lo-

cal), lequel n'a pas daigné les recevoir.

La semaine suivante, dans les deux autres usines : Saint-Eloi et Blagnac, où des travailleurs avaient aussi reçu des lettres de mutation à l'atelier ou de déplacement à Marignanne, des débrayages de protestation avaient lieu et étaient massivement suivis.

Ces débrayages, s'ils permettaient aux travailleurs de montrer leur mécontentement, étaient tout de même bien insuffisants pour faire reculer la direction.

Les travailleurs commencent à se rendre compte du peu d'efficacité de ces débrayages. Certains regrettent que les syndicats ne leur aient pas demandé de durcir le mouvement. Et si les congés vont stopper le mouvement, ceux-là parlaient, avant de partir, d'occupation d'usine à la rentrée...

Correspondant L.O.

Houillères de Lorraine

Grève aux cokeries

Aux Houillères du Bassin de Lorraine, après les conflits qui s'étaient déroulés au début de l'année (grève des cheminots puis des laveurs de charbon et des carriers), le climat social n'est pas aussi bon que voulait le faire croire le directeur Lagabrielle dans sa déclaration au Républicain lorrain, où il disait : « Les deux mois de climat social calme que nous venons de connaître ont administré la preuve des possibilités élevées du bassin houiller lorrain en matière de productivité... ».

Depuis le 1^{er} juin, les sept cents ouvriers de la cokerie de Carling sont en grève, rejoints le 3 juin par ceux de Marienau, devant le refus de la direction des HBL de satisfaire leurs revendications : mêmes salaires que les mineurs de fond, même retraite à 50 ans, attribution d'une catégorie supérieure à tout le personnel et incorporation des primes au salaire de base.

Pour les ouvriers, la Cokerie, c'est le baignoire des Houillères : la direction y mute les mineurs devenus inaptes au fond. Les conditions de travail sont très dures : cadences à l'enfournement, chaleur (exposition entre 45 et 110°, rayonnement de fours de 1000°) gaz et poussières irritantes, etc. Les



La cokerie de Carling. (Ph. L.O.)

maladies sont nombreuses (bronchites chroniques, rhumatismes, maux d'estomac) et ne sont pas considérées comme des maladies professionnelles. La sécurité est insuffisante : récemment un ouvrier a failli être broyé après une chute dans une pilonneuse. Les trois quarts des jeunes qui s'embauchent repartent peu après, et les anciens mineurs ne peuvent s'adapter, à tel point qu'ils en arrivent à regretter le fond !

Depuis le début de la grève, la combativité est très grande. Comme les fours des batteries ne pouvaient être arrêtés sans risque de détérioration, les grévistes ont décidé de réduire la production à 65 % de la normale. « A cette cadence-là, disent les ouvriers, on pourra vivre cinq ans de plus, et, au moins, on a le temps de discuter ». Les travailleurs sont décidés à continuer tout l'été s'il le faut.

La direction, quant à elle, refuse de discuter depuis l'entrevue du 12 juin avec les syndicats ; elle a envoyé une lettre aux grévistes où elle menace de lockouter si la production est encore réduite.

Rien n'a été fait par les syndicats pour informer les mineurs de ce qui se passe aux Cokeries et essayer de les entraîner dans l'action. Mais un débrayage a eu lieu au puits V (à Merlebach). Le mouvement des Cokeries restera-t-il isolé comme celui des cheminots et des laveurs de charbon ?

Correspondant L.O.



Ernst Glaeser

Le dernier civil

RESUME

On est en 1927. Accompagné par sa fille Irène, Jean-Gaspard Bäuerle fait route pour l'Allemagne qui est pour lui, depuis 1918, un pays démocratique.

Assis dans le bar du navire, il évoque ses souvenirs : fils d'un ouvrier menuisier de Siebenwasser en Wurtemberg qui émigre aux USA, il est d'abord ouvrier métallurgiste. Il fait ses études à force de volonté et de privations. Inventeur d'une machine, il devient un riche industriel, épouse une femme mexicaine qui meurt en donnant naissance à Irène.

Vers cette époque, dans un village proche de Siebenwasser, le jeune Kalahne, fils d'un paysan besogneux, forme avec ses camarades d'école une sorte de confrérie. Le groupe rejoint le Parti National Socialiste.

Copyright: Editions Bernard Grasset

Et s'il se révoltait ? S'il allait demain chez son directeur, lui expliquer la situation ? Et s'il dévoilait le complot ? Personne ne le croirait. Kalahne avait la confiance des conseillers municipaux sociaux-démocrates, Gerhart Träger démentirait. Lui-même était liquidé s'il attaquait Kalahne. C'est à Kalahne qu'il devait ce poste, et endetté comme il l'était, sa franchise équivalait à un suicide. Kalahne le flanquerait certainement à la rue. Et alors, il serait là, sans argent, et sa mère ne pourrait plus toucher sa rente, et tout serait fichu.

Schickedanz se décida à agir. A sept heures il donnerait l'article à la composition. Et qu'importait la pièce ? Il s'agissait de miner la société bourgeoise, comme avait dit Gerhart Träger. Que lui donnait-elle, après tout, la société bourgeoise ? Il gagnait 300 marks par mois, moyennant quoi il était un support de la civilisation. Sa mère touchait 40 marks pour le père tombé au front, et il devait encore s'occuper d'Agnès, sa sœur. La cravate qu'il portait, il avait dû la faire retourner — et tout récemment, à Heidelberg, au festival, il avait vu un de ces Juifs, à l'Hôtel Victoria, dépenser 12 marks rien que pour dîner.

Schickedanz sentait l'effet du kirsch. Il aimait boire. La vie ne lui plaisait pas. Ce bureau de rédaction stupide ! Le chef de la publicité était plus puissant que lui. Il fallait dire du bien de chaque film idiot. La critique des livres, seule, était libre. Parce que les éditeurs ne faisaient pas de publicité. Là, on pouvait prendre des airs d'indépendance. Mais cela intéressait qui ? Une sale existence, pensa Schickedanz, à la maison la chambre est froide, à sept heures je dois être chez le typo, où puis-je encore aller à cette heure ?

C'est alors qu'il pensa à Maria. Il fouilla dans ses poches. Dix marks encore. Et si l'article paraissait, on pourrait de nouveau taper Kalahne, certainement.

Schickedanz regarda sa montre. Il était deux heures dix. La pluie cessa. Des noyers au bord de la place, les feuilles tombaient.

Schickedanz alla lentement vers la vieille ville. Les réverbères étaient éteints. Schickedanz vacillait un peu. Je suis saoul, pensa-t-il, mais ça ne fait rien.

Il s'orienta en regardant les pignons pointus, où luisait le reflet des étoiles. Il atteignit la maison, une bâtisse étroite, serrée dans la rue des Bouchers. Il tâtonna pour trouver la sonnette. Il trouva le bouton de bois et sonna. Un coup long, deux brefs. C'était son signal. Quelques minutes passèrent, puis la porte s'ouvrit. Schickedanz était dans l'ombre.

- « Alfred », demanda une voix.
- « Oui », chuchota Schickedanz.
- « As-tu de l'argent ? »
- « Dix balles ».

Il entra.

Ils s'assirent sur le canapé à fleurs dans la chambre qui donnait sur la cour. Devant eux, l'alcool de menthe et à côté de la bouteille, les six verres que le père de Maria avait gagnés au concours de tir, à Heilbronn, trente ans avant. C'était du verre très simplement taillé. Chacun portait un emblème, un rond de couleur. C'était ce qui restait du pays natal de Maria.

- « D'où viens-tu ? » demanda Maria.
- « J'ai travaillé. »
- « Tu étais aussi au théâtre ? »
- « Oui ».
- « C'est drôle, la pièce de ce soir, et Maria se mit à rire, j'ai reçu quelqu'un tout à l'heure et il venait aussi du théâtre. Et il était à peine parti

qu'un autre est venu, qui venait aussi du théâtre, et maintenant te voilà et tu étais toi aussi au théâtre. »

Schickedanz vida le deuxième verre. Comme ses idées stupides s'envolaient ! Grandiose ! Il regardait Maria. Cette voix ! Et cette peau, couleur brou de noix. Et la bouche, avec ce léger duvet bleu-noir...

« Ce n'est qu'une simple putain, pensa-t-il et l'alcool passait en nuages verts dans son crâne, mais je ne la donnerais pas pour dix donzelles de bonne famille... »

Il se leva et enleva son veston. Maria éteignit la lumière. Il sentit qu'elle était nue.

« Ah, vous autres », gémit Maria.

La pièce était obscure. Seule, une petite ampoule brûlait au haut du lit.

Mme von Berg était veuve depuis deux ans. Son mari, le baron von Berg, terminait un tour du monde quand la guerre éclata. Il fut interné au Cap. Le camp de concentration se distinguait par de grandes libertés. Si l'on avait assez d'argent, il était facile de passer toute la journée en ville et d'attendre dans les cafés la fin d'une guerre dont l'issue n'était pas douteuse. Le baron von Berg avait du côté maternel des parents anglais qui intervinrent pour lui. Son internement fut bientôt transformé en une sorte de captivité sur parole. Il habitait en ville, avait un domestique noir et sortait à cheval. Simplement il ne devait pas dépasser les frontières de la ville et ne pas mettre le pied dans le port.

Il arriva bientôt à entrer dans les riches familles de marchands du Cap. Le chic du baron, joli garçon, charmait les familles, descendant de paysans ou d'officiers, anglaises ou hollandaises. Il jouait du violon à ravir et s'entendait étonnamment à parler aux mères. Il vécut trois ans au Cap. Les jeunes filles de la société, héritières ennuyées de pères archiriches, s'appliquaient à attirer l'attention du baron, jusqu'à ce qu'une demoiselle von Bommel réussît, par ses fiançailles officielles avec le baron, à provoquer l'envie et la résignation de ses amies. Ils se marièrent. Anne-Marie fit avec le baron un voyage de six mois autour du monde. Lorsqu'elle traversa la frontière allemande près de Kehl, passant le pont à pied, parce que toute circulation de voiture était alors barrée, il lui sembla qu'une porte de fer se fermait derrière elle.

Ils allèrent vivre dans leur domaine, en Wurtemberg. Le baron se consacra à l'agriculture. Lorsque la guerre de la Ruhr éclata, il fut appelé par la diplomatie. Ils vécurent trois mois à Londres. Le baron fit jouer toutes ses relations avec ses parents anglais. Et réellement, l'intervention du consul anglais dans l'affaire du Palatinat fut due pour une grande part à ses efforts. Il quitta Londres à la fin des combats de la Ruhr, peu persuadé que l'Allemagne disposerait jamais de moyens spirituels et moraux capables de séduire l'opinion publique anglaise, mais il écrivit cependant au ministère des Affaires étrangères à Berlin cette phrase devenue célèbre depuis : « L'atout de l'Allemagne en Angleterre, et tout particulièrement auprès de l'homme de la rue, est sa défaite honorable. Nous vivons moralement là-bas de notre « fairness ». Ne faisons rien pour jamais détruire ce sentiment par des rodomontades. »

Le rapport fut classé et le baron revint à son domaine. Sa femme aimait cet homme silencieux, élegant. Elle partageait sa vie et, en 1924, lui donna un enfant. Le baron considéra son héritier. Lorsque ce fils mourut deux semaines plus tard par suite d'une occlusion intestinale, M. von Berg s'enferma

dans sa chambre et écrivit une lettre à sa mère, dans laquelle il expliquait qu'il se sentait si faible intérieurement qu'à vrai dire la mort de l'enfant le rassurait. Il ne croyait plus à rien depuis qu'il voyait que la vie des hommes, aujourd'hui, était de nouveau saisie dans un tourbillon qui menaçait de renverser de vieilles habitudes d'ordre et de tranquillité. Il ne parlait pas du simple point de vue politique, il sentait la même chose partout, sans pouvoir l'exprimer clairement, mais il avait l'impression que la guerre n'était pas encore finie et qu'il fallait renoncer pour les cinquante ans à venir à une vie de culture personnelle et de retraite. Le monde était fou ; il n'y vivait cependant que comme agriculteur et sportif, mais même à son instinct simpliste il apparaissait que le « couci-couça » était devenu une formule bien creuse. Et si on lui demandait, à lui, simple agriculteur en Wurtemberg, ce qu'il entendait par le « couci-couça », il pourrait simplement répondre que le cours des choses lui paraissait suspect, mais que pour l'amour de Dieu il ne fallait pas se laisser gâter l'été par son humeur morose, peut-être était-ce simplement la mort de l'enfant qui était cause de ce nuage un peu sombre devant ses yeux.

La mère arriva aussitôt. Le baron voulut aller la chercher à la gare. Il pleuvait et la route était mouillée. Le baron conduisait bien. Comme il voulait dépasser un char de bois, un enfant, qui allait à l'école, assis à la dérobée sur les troncs de bois, sauta à terre. Il avait vu des fraises sur le talus. Le baron freina à fond. Il jeta la voiture sur le côté, sa roue gauche dépassa la route, la voiture dérapa, le baron tomba de douze mètres au bas du talus. Quand on le trouva, il vivait encore. A l'hôpital de Siebenwasser, on constata une fracture du crâne. Le baron mourut sans avoir repris connaissance. Sa mère et sa femme étaient auprès de lui. Quand il se raidit dans la mort, elles lui tinrent les mains.

Mme von Berg resta un an en deuil. Puis elle revint à la vie, elle prit la direction du domaine. Elle avait vingt-six ans.

Bringolf avait peu dansé au cours de la soirée. Il était assis à une table, à côté de la terrasse, sur un petit balcon de fer forgé. La fête était finie. La première aube montait de la vallée du fleuve. Que ces lampions étaient grotesques, maintenant. Et l'on voyait exactement les couples dans le jardin. « Ils sont en rut », dit Bringolf, montrant les bancs.

Mme von Berg répondit : « Cela fait partie de la fête, ou bien voudrions-nous nous faire passer pour meilleurs que nous ne sommes ? »

« Non », dit Bringolf et il la regarda.

« Il commence à faire clair », dit-elle.

Bringolf se leva. Anne-Marie von Berg le précéda sur la terrasse. Elle était toujours habillée en vendangeuse. Bringolf évita de regarder son dos. Il ferma les yeux et respira profondément.

Quand il fut au vestiaire, il la vit de nouveau. « Je pourrais, maintenant... » pensa-t-il, mais il ne dit rien et ses lèvres devinrent sèches.

« Je vous ramène chez vous, si vous êtes fatigué. » Anne-Marie von Berg, devant lui, souriait.

« Je ne suis pas fatigué », répondit-il. Mais déjà elle marchait devant lui, descendait le perron, là où la voiture était arrêtée. Ils prirent place. Ils partirent.

Bientôt Bringolf remarqua que ce n'était pas la route de Siebenwasser.

(à suivre)

LE NAUFRAGE D'UNE GÉNÉRATION

de Joseph Berger

CETTE génération naufragée, c'est la génération de la révolution russe de 1917 qui, à partir des années 30, a été engloutie dans les camps staliniens.

L'auteur, Joseph Berger, y a passé plus de vingt ans de sa vie. Julf originaire de Pologne, il avait émigré très jeune en Palestine. C'est là que, devenu communiste, il contribue à fonder le PC de Palestine en 1922, puis les PC d'Egypte, de Syrie et du Liban et devient responsable de la section du Moyen-Orient de l'Internationale Communiste. En 1933, il acquiert la nationalité soviétique.

Sans être oppositionnel déclaré, le seul fait d'avoir tenu des propos hostiles à Staline lui vaut d'être arrêté comme « agitateur trotskyste ». Il est condamné à plusieurs reprises, dont une fois à mort ; il n'est libéré et réhabilité que sous Khrouchtchev. De 1934 à 1956, Joseph Berger aura passé vingt-deux ans dans les camps. (Aujourd'hui, il vit en Israël où il est professeur à l'université de Tel-Aviv.)

Dans ce livre, Joseph Berger n'évoque pas du tout son action au sein du

Komintern, il témoigne uniquement sur ce qu'il a vécu pendant son long séjour dans les camps et sur les hommes qui ont partagé son sort.

L'auteur a parcouru comme des millions d'hommes le long calvaire qui commence par un interrogatoire où l'instructeur déclare à l'accusé : « C'est vous qui nous fournirez la preuve de votre déloyauté ». Et c'est vrai, sous les coups, l'homme avouera tout. Personne n'est innocent ! Alors dans les wagons de transit, entassés, privés d'eau, les « criminels », les « ennemis du peuple » sont envoyés se rééduquer dans les camps de travail — celui de Bornaya-Choriya par exemple où « durant l'hiver 1935-1936, 80 % des détenus périrent ».

Mais l'essentiel du livre est consacré à décrire les prisonniers eux-mêmes et principalement les « politiques » de toutes tendances : ouvriers et intellectuels communistes, trotskystes, jeunes révoltés, menchéviks, religieux, et même « ci-devant ». En rapportant les discussions avec tous ces hommes, l'auteur donne des indications intéressantes sur leurs



Un groupe de vieux bolchéviks léninistes déportés participe au meeting général pour l'anniversaire d'octobre avec ses bannières « Contre la droite, le Nepman le bureaucrate », « Vive la dictature du prolétariat ».

réactions face au régime stalinien ; du menchévik devenue indicateur du NKVD pour se venger des communistes, au trotskyste qui gratte sur sa carte d'identité la précieuse date de sa libération disant qu'il resterait trotskyste jusqu'à son dernier souffle.

L'auteur ayant visiblement rompu avec le communisme se contente de donner quelques explications mora-

les du phénomène stalinien. Mais son livre est une nouvelle contribution à la vérité sur les crimes de Staline ; c'est un témoignage et un hommage à toutes ses victimes.

Yves BLONDIN.

Le naufrage d'une génération, de Joseph Berger - Coll. Les lettres nouvelles, chez Denoël - 300 pages - Prix : 48 F.

LA RAGE D'ÊTRE VIETNAMIEN

de Jean-Claude Pomonti

LA rage d'être Vietnamien, de Jean-Claude Pomonti, est le fruit de sept années passées au Sud-Vietnam au titre de correspondant du Monde.

Toutefois, plus qu'une analyse politique, sociale et économique du Sud-Vietnam, et du pourquoi de la guerre qui ravage ce pays, il s'agit de considérations et d'impressions personnelles. Celui qui y chercherait une connaissance approfondie du pays serait déçu. En fait, on y trouve surtout le point de vue d'un touriste, averti certes, qui connaît, aime le Vietnam et s'efforce de ressentir les problèmes, les pensées d'une population meurtrie. Il s'efforce aussi de définir les caractères d'une hypothétique « âme vietnamienne » qui serait différente de tous les pays voisins et qui, bien que cela ne soit pas dit ouvertement, serait une explication de la longue et remarquable endurance des Vietnamiens à une guerre de plus de trente ans.

Malgré cela, et parce que Pomonti est un bon journaliste, le lecteur peut trouver au fil des pages bon nombre de renseignements intéressants.

On découvre un Vietnam du Sud, pays essentiellement agricole, grenier à riz de l'Indochine, accablé par la famine et l'inflation. Les rizières ont été désertées, les hameaux rassemblés de force le long des grands axes pour que Saigon puisse y maintenir son contrôle ; et les villes enflent démesurément sous les flots ininterrompus de réfugiés. « Heureusement, les Vietnamiens ne produisent pas beaucoup d'ordures » dira un conseiller américain. Saigon, c'est le règne de la corruption et de la police ; les enfants apprennent tôt le banditisme



En mars 1974, des miliciens creusent des tranchées antichars. Après plus de trente ans de lutte héroïque, la guerre continue pour le peuple vietnamien. (Ph. UPI)

pour survivre, à moins qu'ils ne préfèrent l'opium ou le suicide.

La situation n'a fait qu'empirer depuis le départ des soldats américains. Ils étaient la seule source de revenus et, de surcroît, les USA ont diminué en même temps leur aide économique. Et pourtant, la guerre continue. Depuis les accords de Paris il n'y a eu aucun nouveau pas de fait. Les Minh et compagnie, qui auraient la faveur de Pomonti, sont les vestiges d'une classe politique déliquescence. Tout se détruit lentement mais sûrement au Vietnam. Même la vie traditionnelle disparaît.

D'après l'auteur de ce livre, il ne restera qu'une population lasse, prête à accepter n'importe quoi pour la paix. Mais il est vrai que l'envers du tableau n'est pas décrit. Le Nord-Vietnam et le FNL restent absents et la répression sanglante du régime de Saigon contre tout ce qui bouge n'est même pas effleurée.

Dominique LEGER.

La rage d'être Vietnamien, de Jean-Claude Pomonti - Collection Le Seuil. Prix : 29 F.

cinéma

Les 3 âges

de Buster Keaton

LES trois âges est le premier film réalisé par Buster Keaton. Il date de 1923 et, bien sûr, il est muet ; la copie actuelle n'a même pas du tout été sonorisée, ce qui ne gêne absolument pas, bien au contraire : Buster Keaton se suffit à lui-même.

L'argument du film est très mince : l'amour est la trame de toute existence, et quelle que soit leur époque, les amoureux sont tous les mêmes.

Pour sa démonstration, Buster Keaton a choisi trois époques : l'ère préhistorique, la Rome antique et l'époque contemporaine.

Mais l'histoire importe peu : ce qui compte, c'est le festival de gags auquel est convié le spectateur, des gags qui balayent toute l'échelle du comique, depuis le plus lourd jusqu'au plus fin, mais avec une nette prédominance vers ce dernier.

Buster Keaton, c'est Charlie Chaplin, les Marx Brothers, Jerry Lewis et quelques autres réunis, et les amateurs de films comiques se régaleront.

Une excellente soirée pour ceux qui ont envie de se détendre sans arrière-pensée !

Pascale ROBLET.

RÉGION PARISIENNE :

Plus d'un travailleur sur deux est mal logé

L'INSEE et les services officiels de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire viennent de publier une étude sur les conditions de logement dans la région parisienne. Les chiffres sont accablants pour les Guichard, Chalandon et autres maîtres d'œuvre d'une politique du logement dont les travailleurs ont fait et font encore les frais dans leur immense majorité.

Un chiffre énorme résume bien la situation. Dans l'agglomération parisienne, il y a 1.083.000 appartements surpeuplés, soit un appartement sur trois ! Ces appartements, on s'en serait douté, sont occupés, pour la plus grande part, par des ouvriers et des employés. Au point que, selon les critères officiels (et on sait ce qu'ils valent), 44 % des ouvriers et 54 % des employés vivent dans des locaux exigus.

On pourrait croire, cependant, qu'avec la construction de logements neufs aux normes de confort accrues, cette situation va s'améliorer. Pas du tout ! Au contraire même, puisque depuis vingt-cinq ans le nombre moyen des pièces par appartement n'a cessé de décroître et que, systématiquement, on construit des HLM locatives dont la surface par appartement est inférieure à celle des HLM en « accession ».

Quoi d'étonnant alors si l'exiguïté des appartements a été citée aux enquêteurs de l'INSEE, à côté du coût des loyers, des appartements bruyants et de mauvaise qualité, comme la raison pour laquelle un foyer sur trois voulait changer de logement ?

Un luxe ou une nécessité

Mais là encore les familles de travailleurs sont particulièrement défavorisées. Alors que se loger décentement est une nécessité, la satisfaction de ce besoin devient de jour en jour plus difficile, voire impossible même au prix des plus grands sacrifices, pour ces familles. Qu'on en juge.

Si pour 100.000 familles qui ont un revenu annuel supérieur à 80.000 F, le logement ne pose aucun problème et ne compte que pour 8,2 % dans leur budget, pour 150.000 familles de Smicards, « l'effort » — comme disent les statisticiens de l'INSEE — pour se loger ampute 27,5 % du salaire !

Mais, même pour les travailleurs qui gagnent plus que le SMIC, trouver un logement est la cause d'une ponction croissante dans le portefeuille. C'est ainsi que les services officiels ont constaté, par exemple, que de nombreuses familles de travailleurs en sont réduites à sacrifier — avec des salaires moindres — le même cinquième de leur budget que les cadres et professions libérales pour acheter leur logement. Les travailleurs ne s'imposent pas de tels sacrifices de gaieté de cœur, mais tout simplement parce que les promoteurs et les pouvoirs publics ne leur laissent pas d'autre alternative.



Dans un bidonville : un logement « surpeuplé ». Des conditions de vie dont la sécheresse des statistiques ne peut pas rendre compte.

De ce point de vue, l'exemple des HLM est significatif. Alors que leurs loyers ont augmenté très rapidement ces dernières années, le plafond des revenus y donnant droit, lui, stagnait. Parallèlement, à Paris et en banlieue, en deux ans, le nombre des HLM locatives tombait de 9.000, tandis que celui des HLM en accession à la propriété progressait de 1.300 unités. La conséquence de cette situation délibérément voulue et créée par le gouvernement a été que les logements dits « sociaux » sont devenus un luxe inaccessible aux bas salaires, tandis que de nombreux travailleurs étaient jugés trop « riches » pour y avoir accès. Pour se loger, nombre de travailleurs ont été rejetés vers le secteur « libre » de la construction, ce secteur où pullulent des requins de l'immobilier pour lesquels c'est faire œuvre charitable que de vendre des appartements au

prix « social » de 3.000 F le mètre carré (dans Paris) et 2.000 F le mètre carré en banlieue. Pour ceux qui ne comprennent pas décidément que 15 millions anciens pour un petit deux pièces à Paris, « c'est donné », il reste le recours d'habiter des logements à peine dignes de ce nom.

Sans parler des « meublés », des foyers où travailleurs émigrés ou jeunes s'entassent à plusieurs par chambre, ni même des bidonvilles que l'INSEE a tout bizarrement fait disparaître de ses statistiques, il reste encore dans l'agglomération parisienne, 620.000 logements qui ont pour seul confort l'eau courante. 50.000 autres n'y ont même pas droit !

Et, alors que d'un côté des centaines de milliers de Parisiens et de banlieusards sont logés dans des conditions indignes du XX^e siècle et pour lesquel-

les le mot « confort » n'a aucun sens, d'un autre côté on recense (officiellement) 240.000 logements inoccupés. Ce chiffre de la fin 1973, qui a triplé en dix ans, ne peut que croître car il correspond tout simplement à une spéculation éhontée — en particulier sur les logements anciens — que la très conservatrice Fédération Nationale des Agents Immobiliers a dû elle-même reconnaître récemment. Et, évidemment, pas question pour le gouvernement actuel de les réquisitionner en faveur des mal-logés. Car en matière de « qualité de la vie » (et le logement, assurément, en fait partie), le seul « changement » que connaisse l'actuel gouvernement s'appelle « aggravation ». Mais il est vrai que dans ce domaine, les travailleurs et les mal-logés ne se font plus guère d'illusions...

Pierre LAFFITTE.

Le pétrole baisse à la production...

MAIS LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES MAINTIENNENT LEURS PROFITS

Alors que, dans tous les milieux gouvernementaux, on annonce la continuation prochaine de la hausse des prix des produits pétroliers, alors que le « super » vient de subir une nouvelle augmentation en France, et de passer en Italie au prix record de 300 lire, il paraît soudain que le prix du pétrole brut aurait tendance à baisser !

Car ce pétrole, que les gouvernants continuaient sempiternellement à nous présenter comme de plus en plus rare, au point de programmer de nouvelles hausses de prix et de préparer

un rationnement de la consommation du fuel le prochain hiver, de limiter la température des appartements et des écoles, ce pétrole commence maintenant à se vendre mal !

C'est que, à force de hurler à la pénurie pour causer une hausse artificielle des prix, les compagnies pétrolières internationales ont créé un ralentissement artificiel de la demande. Et celui-ci se traduit aujourd'hui par une relative mévente et une tendance à la baisse du prix à la production du brut.

Mais il est peu probable que cette

baisse aille très loin. Car les compagnies pétrolières préfèrent maintenir leurs profits en vendant plus cher, même si elles vendent moins. Et elles s'entendent, de toute façon, grâce à leur monopole sur le marché, pour maintenir les prix au plus haut. Et, même si elles réussissent à faire baisser le prix auquel elles achètent le brut aux Etats producteurs, elles maintiendront leurs prix de vente au niveau élevé qu'elles ont réussi à imposer à des gouvernements particulièrement complaisants à leur égard, trouvant finalement dans cette baisse

une nouvelle occasion d'élever leurs profits !

Rien ne peut mieux souligner, en tout cas, combien cette « pénurie » est artificielle et créée de toute pièce ; comment des compagnies privées, grâce à ce qui n'était qu'un bluff, un chantage organisé à l'échelle mondiale avec l'aide de la plupart des gouvernements du monde capitaliste, ont réussi à rançonner, pour leurs profits, la populations du monde entier.

André FRYSS.